

Unité départementale de l'Isère
Pôle Territorial

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



ERARD INDUSTRIE

ZI de Chavanoz
4 route de la Plaine
38230 CHAVANOZ

Références : 20220322-RAP-Is018T1_OCPincendie_ERARD

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement ERARD INDUSTRIE implanté ZI de Chavanoz 4 route de la Plaine 38230 CHAVANOZ. L'inspection a été annoncée le 21/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une inspection a été réalisée sur le site de la société ERARD Industrie à Chavanoz le 22/03/2022 dans le cadre de l'action régionale "prévention du risque incendie" menée par l'inspection des installations classées sur l'ensemble de la région Auvergne Rhône-Alpes en mars 2022. A cette occasion, un contrôle des suites données à l'inspection du 19/12/2019 a également été effectué. Cette inspection a fait l'objet de deux rapports: un rapport relatif à l'opération coup de poing "prévention du risque incendie" et un rapport relatif aux suites de l'inspection précédente. Le présent rapport rend compte du contrôle relatif à l'opération coup de poing "prévention du risque incendie".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERARD INDUSTRIE
- ZI de Chavanoz 4 route de la Plaine 38230 CHAVANOZ
- Code AIOT dans GUN : 0006102866
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ERARD Industrie est spécialisée dans la fabrication de mobilier TV, d'accessoires d'antennes et de supports muraux pour téléviseurs et rétroprojecteurs. Si à sa création en 1961 par M.ERARD, la matière première utilisée était le bois, seul le métal est aujourd'hui utilisé.

Le groupe ERARD compte 120 personnes. Sur le site de Chavanoz se trouve ERARD Industrie et ERARD PRO qui comptent près de 100 personnes. ERARD Industrie emploie entre 60 et 65 personnes.

L'établissement relève de la directive IED du fait d'un volume de bains de traitement de surface de 102,5 m³. Les traitements réalisés sont principalement des dégraissages lessiviels avant application de peinture poudre et des opérations de zingage.

Le site fait l'objet :

- d'un arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation n°2009-08152 du 29 septembre 2009 qui régit son fonctionnement ;
- d'un arrêté préfectoral n°2014337-0025 du 3 décembre 2014 qui fixe les garanties financières du site et actualise le tableau des activités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.5.5	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 4 non-conformités, dont deux qui avaient déjà été relevées lors de l'inspection précédente et pour lesquelles l'inspection propose donc au Préfet de mettre en demeure l'exploitant.

Cette visite a également mis en évidence 3 points faisant l'objet d'observations.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant dispose d'un inventaire fin de mois de tous les produits consommables (produits chimiques, poudres, peintures, colles...) et d'un logiciel ERP GPAO qui gère en temps réel les stocks des produits fabriqués et commercialisés de la nomenclature. L'inventaire fin de mois est effectué le dernier jour du mois. Celui effectué le 28/03/2022 a été présenté à l'inspection. Une extraction de l'état des stocks du logiciel GPAO a également été réalisée le jour de la visite et présentée à l'inspection. L'entreprise dispose des quantités de produits soit en nombre de pièces, soit en volume, soit en masse, en fonction des produits. Les matières combustibles non dangereuses présentes sur le site sont répertoriées. L'inspection a procédé à une vérification de la présence des FDS par sondage pour 3 produits (acide nitrique, poudre peinture thermodurcissable satine givré noir, peinture chrome brillant metal) : rien à signaler. L'inspection a procédé à une vérification par sondage de l'état des stocks affiché par le GPAO (pour un produit : enrouleur cordon A007987 : 3203 pièces) et par l'inventaire fin de mois (pour 3 produits : acide nitrique, poudre peinture thermodurcissable satine givré noir, peinture chrome brillant metal) par rapport au stock réel sur site. Cette vérification ne montre pas d'écart significatif sauf pour les produits de l'inventaire fin de mois, ce qui est normal puisque l'inspection a eu lieu le 22/03/2022, soit 22 jours après l'inventaire fin de mois. Un inventaire physique de tout ce qui est présent sur le site a lieu chaque fin d'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Art 7-5-3 de l'AP du 29/09/2009: "L'exploitant dispose a minima de : — poteaux incendie implantés sur la vole publique autour du site ; — Des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; — Des robinets d'incendie armés. Le débit de 180 m3/h en fonctionnement simultané de tous les poteaux incendie nécessaires et hors besoins ordinaires de l'établissement (process, sanitaires, robinets d'incendie armés, etc) doit être assuré sans interruption pendant au moins deux heures. Une attestation des essais des poteaux incendie concernant ce débit sera réalisée et transmise au groupement d'analyse et de prévision des risques de l'état major du SDIS (SDIS — 24 rue René Camphin — 38600 Fontaine). L'établissement disposera d'une équipe de sécurité placée sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel." Constats n°14 de l'insp du 19/12/2009: L'exploitant transmet à l'inspection et au SDIS une attestation des essais en simultanée des poteaux incendie.
Constats : Le site dispose : - d'un poteau incendie dans l'enceinte de l'établissement (point d'eau privé sur réseau public recensé dans un plan ETARE) - d'un poteau incendie autour du site (point d'eau public sur réseau public). - d'extincteurs - de 2 RIA. L'exploitant déclare que la présence de RIA n'est plus nécessaire à la défense incendie puisqu'il n'y a plus de stockage de cartons dans le dernier atelier de l'usine. Cependant l'exploitant indique les vérifier et les maintenir en état. Les vérifications annuelles du 4/05/2021 et du 21/03/2022 montrent pourtant que l'un est hors service, que l'autre présente une fuite à l'axe, et que ces dysfonctionnements n'ont pas été réglés. Non-conformité n°1: L'exploitant remet en état les RIA sous 2 mois ou démontre à l'inspection qu'ils ne sont plus nécessaires. Cette démonstration sera accompagnée de l'avis du SDIS. Lors de l'inspection précédente (du 19/12/2019), il a été constaté : « Un document de vérification des PI en date du 4 avril 2013 indique que la pression à 1 bar est de 102 m³/h pour le PI interne et de 120 m³/h pour le PI externe. », et il a été demandé à l'exploitant (constat 14) de vérifier que le débit de 180 m3/h en fonctionnement simultanée des PI est assuré. L'exploitant a pris contact avec la Mairie de Chavanoz en février 2020 pour demander la réalisation de l'essai de vérification. Compte tenu des restrictions d'eau (arrêté préfectoral sécheresse N° 38-2019-11-15-001) à ce moment-là, la vérification n'a pas été réalisée. L'exploitant n'a pas relancé la Mairie depuis cette date. Non conformité n°2 : L'inspection propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 2 mois, les prescriptions du paragraphe II de l'article 7.5.3 de l'AP du 29/09/2009, à savoir de transmettre à l'inspection et au SDIS sous 2 mois une attestation des essais en fonctionnement simultanée de tous les poteaux incendie nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Art 7-5-3 de l'AP du 29/09/2009: "L'exploitant dispose a minima de : — poteaux incendie implantés sur la voie publique autour du site ; — Des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; — Des robinets d'incendie armés. Le débit de 180 m3/h en fonctionnement simultané de tous les poteaux incendie nécessaires et hors besoins ordinaires de l'établissement (process, sanitaires, robinets d'incendie armés, etc) doit être assuré sans interruption pendant au moins deux heures. Une attestation des essais des poteaux incendie concernant ce débit sera réalisée et transmise au groupement d'analyse et de prévision des risques de l'état major du SDIS (SDIS — 24 rue René Camphin — 38600 Fontaine). L'établissement disposera d'une équipe de sécurité placée sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel." Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'établissement dispose d'une équipe de sécurité placée sous l'autorité directe du directeur de l'installation. Non-conformité n°3 : L'exploitant doit mettre en place une équipe de sécurité opérationnelle sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : - Extincteur et RIA : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle - Installation de détection incendie : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle - Installations de désenfumage : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle
Constats : La dernière vérification du PI datait du 4/04/2013. L'exploitant a signé un contrat de maintenance avec DESAUTEL pour une vérification annuelle du PI le 4/03/2022. Ce dernier a été vérifié le 21/03/2022 : rien à signaler. Les extincteurs sont bien vérifiés annuellement par la société DESAUTEL. La vérification du 4/05/2021 a fait état d'anomalies à régler. L'ensemble des anomalies relatives aux extincteurs ont été levées le 17/06/2021. Le rapport de vérification annuelle du 21/03/2022 fait état de nouvelles anomalies, réglées le 7/04/2022 (rapport d'intervention BL 3928555). Le système de détection incendie est vérifié semestriellement par la société CEMIS. Une intervention/vérification a eu lieu le 12/02/2021. Une seconde intervention pour lever les dysfonctionnements a eu lieu, mais il n'y a pas eu de seconde vérification en 2021. L'exploitant indique que le prestataire a oublié. Une nouvelle vérification a eu lieu le 8/03/2022. Observation n°1 : L'exploitant doit mettre en place un suivi pour s'assurer que les vérifications assurées par les prestataires sont bien effectuées. Les installations de désenfumage sont vérifiées annuellement par la société DESAUTEL. La dernière vérification du 24/01/2022 a montré des dysfonctionnements non réglés. Observation n°2 : L'exploitant doit régler les dysfonctionnements constatés. Le registre a été consulté le jour de l'inspection. Certaines vérifications réalisées n'apparaissaient pas (par exemple le contrôle annuel du désenfumage effectué le 24/01/2022). Observation n°3 : L'exploitant tient à jour le registre sécurité.
Observations : Les 3 observations formulées par l'inspection sont indiquées dans la partie constat ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 645 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le CHAPITRE 3.2 traitant des EP susceptibles d'être polluées. Les organes de commande nécessaire à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Constat n°16 de l'inspection du 19/12/2019: L'exploitant transmet un échéancier de réalisation du bassin de confinement d'ici fin juin 2020.
Constats : Lors de l'inspection du 19 décembre 2019, il a été constaté l'absence de bassin de confinement des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, et il avait été demandé à l'exploitant de transmettre un échéancier de réalisation du bassin de confinement avant fin juin 2020. Le 22/03/2022, le bassin n'a toujours pas été réalisé. Rien n'a été transmis à l'inspection. L'exploitant indique qu'un devis, à réactualiser, a été réalisé en 2020 relatif à la création du bassin. L'exploitant précise également qu'une expertise de la société TILDA a eu lieu le 2/03/2022 proposant que la rétention des eaux s'effectue dans l'usine. Un devis est attendu par l'exploitant. Non-conformité n°4 : L'inspection propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 9 mois, les prescriptions de l'article 7.5.5 de l'AP du 29/09/2009.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription